“(5). Si Votre Excellence en Conseil a le pouvoir de prendre les arrêtés que demandent les pétitionnaires, en supposant que les faits essentiels soient tels que la pétition les représente.

“(6). Si les Actes du Manitoba adoptés avant la session de 1890 conféraient à la minorité un droit ou privilège en matière d'éducation au sens du paragraphe deux de l'article 22 de l'Acte du Manitoba, ou établissaient un système d'écoles séparées ou dissidentes, au sens du paragraphe trois de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, et dans l'affirmative, si les deux Actes de 1890 dont on se plaint portent préjudice aux droits ou privilèges de la minorité de façon à justifier le présent appel.

“D'autres questions semblables pourront se produire à l'audition, et il peut être désirable d'entendre débattre des points préliminaires avant que l'on passe à la discussion sur le fond.”

Que l'audition de l'appel a en conséquence été ouverte devant le Gouverneur-Général en Conseil le 21 janvier 1893, en la présence de l'avocat de la minorité catholique romaine, la Province du Manitoba, quoiqu'elle eut été dûment prévenue, ne s'y faisant pas représenter; et après avoir entendu les raisons exprimées au nom de la minorité catholique romaine, il parut que certaines questions de droit naissant de l'appel, devraient être soumises à la Cour Suprême du Canada pour audition et examen conformément à l'Acte des Cours Suprême et de l'Echiquier (S. R. C. ch. 135) tel que modifié par l'Acte de 1891 (54-55 V. ch. 25), et que l'audition commencée devait être ajournée jusqu'à ce que la Cour eut communiqué son avis.

Qu'en vertu de l'Acte des Cours Suprême et de l'Echiquier, tel qu'amendé les questions suivantes furent soumises à la Cour Suprême du Canada par le Gouverneur-Général en Conseil, savoir :

(1). L'appel dont il s'agit et auquel on prétend droit dans les requêtes et pétitions rentre-t-il dans la catégorie des appels prévus par le paragraphe 3 de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord ou par le paragraphe 2 de l'article 22 de l'Acte du Manitoba, 33 Vic. (1870) ch. 3, statuts du Canada ?

“(2). Les raisons énoncées dans les requêtes et pétitions sont-elles de nature à former le sujet d'un appel sous l'autorité des paragraphes susmentionnés ou de l'un d'eux ?

“(3). La décision du Comité Judiciaire du Conseil Privé, dans les causes de Barrett *vs* la cité de Winnipeg, et de Logan *vs* la cité de Winnipeg, a-t-elle un effet sur la demande en redressement de griefs fondée sur la prétention que les droits de la minorité catholique romaine, acquis par elle après l'Union en vertu des statuts de la province, ont été atteints par les deux statuts de 1890 dont se plaignent les dites requêtes et pétitions ?

“(4). Le paragraphe 3 de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, s'applique-t-il au Manitoba ?

“(5). Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil a-t-elle le pouvoir de faire les déclarations ou de prendre les arrêtés réparateurs qui sont demandés dans les requêtes et pétitions, en supposant que les faits essentiels soient tels que représentés dans ces documents ? Ou Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil a-t-elle quelque autre juridiction dans l'espèce ?

“(6). Les actes du Manitoba concernant l'instruction publique, adoptés avant la session de 1890, confèrent-ils ou continuent-ils à la minorité un “droit